

# Le pouvoir aux travailleurs

07 AOUT 1991

N° 2

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

## S O M M A I R E

PAGES	
1 - 2	EDITORIAL:
	COTE D'IVOIRE: Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-même!
2 - 3	MADAGASCAR: Ratsiraka et les dirigeants de l'opposition craignent avant tout la révolte populaire.
3 - 4	MAURITANIE: Ould Taya lâche du lest pour sauver son régime.
4-5-6	ETHIOPIE: La fin d'un dictateur mais pas de la dictature.
6 - 7	THAD: L'avenir c'est la lutte des classes
8 - 9	
9 -10	LA VERITABLE UNITE AFRICAINE NE SERA
11-12	QUE L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS.
13-14	La santé en CI: le drame des pauvres.
14-15	La situation de la classe ouvrière en CI

## CÔTE D'IVOIRE

LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT  
COMPTER QUE SUR EUX-MÊMES!

Depuis un certain temps, le gouvernement ivoirien semble décidé à casser la contestation venant en particulier du milieu étudiantin.

Les 17 et 18 mai dernier, les forces de répression composées de gendarmes, de paracommandos et de policiers avaient pris d'assaut la cité universitaire de Yopougon considérée par le régime comme le principal foyer de rébellion des étudiants avec celle de Port-Bouët. Cette répression particulièrement brutale avait fait deux morts; des éléments des forces de l'ordre s'étaient livrées à des exactions: viols, pillages; il y eut des blessés - dont certains très grièvement - et des disparitions.

Dernièrement, sous prétexte qu'une personne a été lynchée sur le campus, le gouvernement a décidé de dissoudre la Fédération Étudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), accusée d'"incitation au meurtre".

Face à ces deux événements, comment ont réagi les syndicats étudiantins et les organisations dits d'opposition? le SYNARES et la FESCI, ont protesté contre les brutalités policières et la dissolution de la FESCI; ils exigent la démission de certains responsables. Quant au FPI de Laurent Gbagbo, il a organisé une manifestation de rue qui a réuni près de 10 000 personnes pour réclamer, poliment, la démission

du gouvernement. Mais les dirigeants syndicaux comme le dirigeant du FPI se sont adressés uniquement à leur milieu, la petite bourgeoisie (professeurs, enseignants, médecins, agents de l'administration, intellectuels) pour répondre au gouvernement.

En aucun moment ils se sont adressés aux travailleurs et aux pauvres. Ces derniers ont pourtant eux aussi des revendications telles que l'augmentation des salaires qui sont bloqués depuis plusieurs années, l'amélioration des conditions de travail, la sécurité de l'emploi, etc. Cette catégorie sociale-là n'intéresse pas ces messieurs, futurs représentants de la bourgeoisie. S'ils parlent des travailleurs, c'est pour se servir de ces derniers comme masses de manoeuvre ou pour les appeler à soutenir leurs revendications politiciennes qui ne visent pas au renversement du régime en place et encore moins l'amélioration du sort des pauvres.

Mais quoi de plus normal! Le FPI de Gbagbo comme ses semblables du PIT et autres, ne sont pas des organisations des travailleurs; il ne peuvent par conséquent défendre les intérêts de ces derniers. Gbagbo, pour prendre son exemple, passe pour un politicien "responsable" vis à vis de l'impérialisme; capable de prendre la relève du "vieux"

si l'occasion se présentait. En attendant il dit tantôt vouloir composer avec le régime tantôt à s'en démarquer (comme il semble le faire ces derniers jours). Mais tout ceci n'est que calcul de politicien pour montrer à l'impérialisme, ses maîtres, les bonnes intentions qui l'animent.

Les travailleurs n'ont pas à se faire d'illusion sur ce politicien-là. S'ils veulent un changement à leur situation d'exploités, de pauvres, ils ont intérêt à se forger eux-mêmes leurs propres organisations.

## MADAGASCAR

### RATSIRAKA ET LES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION CRAignent AVANT TOUT LA REVOLTE POPULAIRE

Depuis mi-juin, alors que Didier Ratsiraka se trouvait à Paris en "voyage privée", avant de se rendre au sommet de l'OUA, une série de manifestations éclatait à Madagascar. Durant une dizaine de jours, quotidiennement, les manifestants défilaient par dizaines de milliers aussi bien dans les capitales que dans les autres grandes villes de province. Ils étaient 250.000, selon les organisateurs, à Antananarivo le vendredi 21 juin. Les dirigeants de l'opposition réclament la démission du gouvernement, la refonte de la constitution, la tenue d'une "conférence nationale" et de nouvelles élections.

Bien que dans certaines villes de province il y ait eu quelques affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants, les autorités ont, semble-t-il, toléré jusqu'à présent ces manifestations. La crainte que ces défilés et ces rassemblements organisés dans le

calme par les organisations d'opposition au régime ne se transforment en véritables émeutes incontrôlables, n'est certainement pas étrangère à l'attentisme du pouvoir.

Visiblement, la dictature de Ratsiraka, bien qu'isolée dans une île, est secouée par le même vent de contestation que la plupart de ses semblables du continent. Il a à faire face à une contestation qui hésite de moins en moins à élever la voix et à sortir dans la rue. Mais si son trône est menacé, Ratsiraka, tout "démocrate" qu'il se dit, n'hésitera pas à réprimer violemment comme beaucoup de "démocrates" de son genre l'ont fait en Afrique contre leurs opposants.

Les porte-paroles de cette contestation sont nombreux et variés, mais tous ont collaboré plus ou moins ouvertement avec lui avant de le lâcher. Certains d'entre eux, comme le Pasteur Richard Andriamanjato (le dirigeant de l'AKFM-Renouveau)

ou bien Manandafy (le dirigeant du MFM) ont même fait parti du "Front de la Défense de la Révolution" de Ratsiraka et occupé de hauts postes au "conseil de la révolution". D'autres, comme les dirigeants des églises qui se prennent pour des hommes propres, sages et intègres, ont eux aussi collaboré avec son régime après avoir fait la même chose avec celui de Tsiranana, l'ex-dictateur installé au pouvoir par le colonialisme français.

Si tous ces gens-là font mine aujourd'hui de découvrir le vrai visage du régime de Ratsiraka c'est parce qu'ils ont senti que la colère commence à gronder au sein des masses pauvres de la population malgache et qu'il est grand temps pour eux de prendre la tête de la contestation au risque d'être débordés par les revendications populaires.

Les privations, les mesures d'austérité, la vie chère, qui sont le lot quotidien des travailleurs, des petites gens des villes et des paysans pauvres des campagnes, ces politiciens-là les ont cautionnées des années durant. Et ce qu'ils reprochent aujourd'hui au pouvoir ce n'est pas sa politique qui prive encore plus les déshérités pour le grand

bien des capitalistes qui font de bonnes affaires à Madagascar, mais plutôt sa constitution ou les résultats électoraux de mars 1989 ou encore sa lenteur dans la politique de privatisation des entreprises d'Etat. Tous ces dirigeants-là ont d'ailleurs bien pris soin d'éviter lors de leurs rassemblements et manifestations tous slogans ayant trait aux revendications sociales des salariés et des couches pauvres. Ce qui les intéresse c'est comment arriver au pouvoir. Le dirigeant de l'AKFM-Renouveau a déjà constitué son "gouvernement provisoire" pour éviter tout vide de pouvoir au cas où Ratsiraka chuterait.

Les exploités n'ont rien à attendre des ces dirigeants de l'opposition qui ne visent qu'à siéger au trône et qui dès aujourd'hui, montrent que l'amélioration des conditions de vie des exploités est le dernier de leurs soucis. En réalité, Ratsiraka et ses opposants font parti du monde, celui des exploités. Même quand ils se disent antagonistes, tous craignent avant tout la révolte populaire qui risquerait de mettre en cause l'ordre capitaliste dont ils sont les défenseurs.

## MAURITANIE

### OULD TAYA LACHE DU LEST POUR SAUVER SON REGIME

en Mauritanie.

Comme partout en Afrique et notamment au Cameroun, au Togo, en Côte d'Ivoire et en Centrafrique, le mouvement de contestation secoue également le régime dictatorial de Ould Taya,

L'Union des Travailleurs de Mauritanie (UTM) a lancé le 17 juin un mot d'ordre de grève pour appuyer les revendications des travailleurs concernant

l'augmentation des salaires; selon les responsables, cette grève a largement été suivie dans le secteur privé.

Quelques jours plus tôt, des milliers de personnes, en particulier des jeunes, sont descendues dans la rue, à Nôuadibou, pour protester contre la décision du gouvernement d'augmenter le prix du pain. Cette mesure a été considérée, à juste titre, comme une insulte par les déshérités. De leur côté, des femmes ont également manifesté contre l'arrestation de leur mari pour avoir dénoncé la politique du régime. Elles ont exigé leur libération. Enfin, des lettres ouvertes envoyées massivement à la présidence dénoncent le manque de liberté dans le pays et réclament la convocation d'une "conférence nationale".

Devant la multiplication des mouvements de contestation : manifestations de rue, émeutes, grèves etc..., le gouvernement a cédé pour annoncer la "démocratisation" du pays. Une constitution, élaborée à la hâte et dans la peur avant que ce mouvement ne fasse tâche d'huile, reconnaît la pluralité des partis politiques, l'existence

officielle, en dehors de l'arabe, des langues comme le Pular, le Soninké et le Quolof. Des élections législatives suivies des élections présidentielles seront organisées par le régime.

Si le dictateur Ould Taya a cédé, c'est grâce à la révolte de la population et surtout au poids des travailleurs dans la lutte contre le pouvoir. Ould Taya a certainement eu peur de perdre son fauteuil. Il craint que ce qui est arrivé à Moussa Traoré, qui avait catégoriquement refusé de satisfaire les revendications des populations en révolte - ce qui a provoqué sa chute après 22 ans de règne - ne lui arrive à son tour.

Si les travailleurs, qui ont joué un rôle important dans le recul d'Ould Taya, ne se donnent pas leur propre organisation, indépendante, pour promouvoir leurs propres revendications économiques et politiques, leur lutte peut être récupérée par les partis dits d'opposition ou même par l'équipe actuelle au pouvoir qui va endosser l'habit neuf de "démocrate", si elle sort vainqueur des prochaines élections. Si élections il y a.

## ETHIOPIE

### LA FIN D'UN DICTATEUR MAIS PAS DE LA DICTATURE.

Depuis un mois, un nouveau régime s'est installé à Addis Abeba. Ce sont les troupes armées du FDRPE (Front Démocratique Révolutionnaire Du Peuple Ethiopien) qui, avec la bénédiction de l'impérialisme, ont pris la capitale le 29 mai

dernier.

En effet, une semaine auparavant, le 21 mai, Mengistu est parti au Zimbabwe, soit disant pour discuter avec les représentants des fronts

indépendantistes. Dès le lendemain, le 1er ministre, Tesfaye Dinka, a annoncé la fin du régime de Mengistu et l'organisation d'une conférence à Londres pour le 27 mai avec les représentants des fronts de libération de l'Erythrée, du Tigré et d'Ornano. Et cela, sous l'impulsion et la direction des USA.

Que s'est-il passé en Ethiopie pour que la dictature de Mengistu saute tout d'un coup et son armée vole en éclats en quelques jours? La fin du régime de Mengistu n'est pas seulement due à l'intensité des attaques des forces de la guérilla. Elle est due aussi à l'attitude de l'URSS qui, dans le cadre de la détente Est-Ouest, a décidé de le lâcher. Depuis mars dernier, elle lui a retiré tout soutien militaire et financier. Or, c'était grâce à ce soutien que le régime de Mengistu opprimait le peuple érythréen. Il assassinait des milliers de personnes. De ce fait, il forçait des centaines de milliers d'autres à se réfugier dans les pays voisins, particulièrement au Soudan.

Mengistu considérait le Front Populaire de Libération de l'Erythrée (FPLE), bien implanté dans cette région, comme son plus grand ennemi. En effet, le FPLE contrôlait la totalité de l'Erythrée, y compris les grandes villes. A la chute de Mengistu, le front s'est emparé des deux grandes villes qui lui restaient à prendre, Asmara et Assab. La guérilla érythréenne a, depuis longtemps, le soutien de certains pays arabes qui voyaient en le régime de Mengistu, comme celui de Haïlé Sellassié, un allié d'Israël. Et c'est dans ce contexte que la guerre de l'Erythrée est devenue un gouffre pour l'économie du pays, ruinant le régime de Mengistu au point de

provoquer sa chute comme celle de la dictature de Sellassié, l'ancien roi.

Pour sa part, le FDRPE (le Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Ethiopien) regroupe des fronts de libération d'un certain nombre de régions qui réclament une autonomie par rapport au gouvernement central d'Addis Abeba. C'est le cas par exemple du FPLT (Front Populaire de Libération du Tigré) qui est majoritaire dans le FDRPE. Ce dernier a le soutien des USA et c'est avec leur bénédiction que Meles Zenawi, son dirigeant, se trouve aujourd'hui à la tête du régime éthiopien.

Ainsi, l'Ethiopie est minée par des guerres fratricides. Le peuple érythréen lutte pour son indépendance depuis trente ans. Cette lutte a affaibli le régime de Sellassié et provoqué sa chute en 1974. C'est l'armée qui a pris le pouvoir avec Mengistu à sa tête. Bien que pendant quelque temps son régime donne un espoir de changement à une frange de la petite bourgeoisie des villes, très vite il s'est avéré lui aussi être une dictature sanglante de la pire espèce. Mengistu a continué de plus belle la guerre en Erythrée avec l'aide de l'Union Soviétique à partir de 1978. Il a éliminé toutes les organisations d'opposition.

Il a mis en place une organisation policière pour surveiller la population à travers des comités de quartiers (les kebelis) et une milice omniprésente. Les conditions de vie de la population se sont dégradées sous son règne. La population éthiopienne est restée, comme au temps du roi, l'une des plus pauvres du monde. La sécheresse fait des centaines

de milliers de victimes dans certaines régions. Dans le reste du pays, c'est l'appauvrissement dû aux augmentations des prix des produits alimentaires, au chômage etc...

Maintenant, c'est le FDRPE qui, avec la bénédiction de l'imperialisme américain, est à la tête de l'Etat. Le simple fait qu'au sein du FDRPE la majorité est tigréenne, cela est considéré, du moins par la petite bourgeoisie d'Addis Abeba qui ne le reconnaît, comme un pouvoir monopolisé par la minorité tigréenne. Les autres minorités nationales ne l'acceptent pas non plus.

Lors de la conférence de Londres organisée par les USA qui a réuni les forces de l'opposition, le nouveau régime a admis l'indépendance de l'Erythrée au terme d'un référendum qui sera organisé à une date non fixée encore. Mais

dans les faits, le FPLE a déjà commencé à administrer la région conquise. Cela passe encore aux yeux de la plupart des Ethiopiens comme un recul, voire comme une défaite.

Le nouveau régime ne fait pas du tout l'unanimité des peuples d'Ethiopie et cela risque de replonger le pays dans une série d'affrontements fratricides. Ce dont le peuple éthiopien a besoin, c'est la fin de la guerre, la fin de la misère, la fin de la dictature. Et pour cela, il est plus que nécessaire que les travailleurs des villes et ceux des campagnes prennent leur destin en main. Il est nécessaire qu'en leur sein naissent des organisations révolutionnaires qui militent pour un pouvoir contrôlé par les travailleurs et qui garantisse la démocratie pour toutes les minorités. Un Etat qui organise l'économie du pays en fonction des besoins de la population pauvre.

## TCHAD

### L'AVENIR C'EST LA LUTTE DES CLASSES

Le 3 juin, l'Union Nationale Syndicale du Tchad (UNST), a lancé un mot d'ordre de grève générale. Cette initiative se situe dans le cadre d'un bras de fer entre cette organisation syndicale et le pouvoir de Déby depuis déjà quelques mois. En effet, selon les nouvelles autorités de Ndjaména, sous prétexte qu'elles ont dissout toutes les organisations politiques et syndicales du temps de la dictature de Habré, l'UNST, auparavant affiliée à l'UNIR

(Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution), l'ancien parti unique, ne devrait pas exister. Elles la considèrent comme dissoute. Ce qui n'est pas l'avis des dirigeants de la Centrale Syndicale qui, exigeant d'être reconnus officiellement, estiment que le pouvoir n'a pas le droit de dissoudre leur organisation, car celle-ci, créée à partir de la fusion de plusieurs syndicats, n'était pas un organe de l'UNIR. Ils

revendiquent leur indépendance par rapport à l'ancien parti unique et considèrent que les mesures prises contre ce dernier ne peuvent pas les frapper automatiquement.

Si le pouvoir de Ndjaména s'acharne contre l'UNST, en réalité, ce n'est pas à cause de l'ancienne affiliation de ce syndicat à l'UNIR. Cela n'est qu'un prétexte car, ce sont les Déby et autres dirigeants actuels de Ndjaména qui, au moment où ils étaient les compagnons de Habré, ont imposé la dictature de l'UNIR à tout le monde, surtout aux travailleurs dont ils ont toujours peur.

Par ailleurs, dans son pouvoir actuel, Déby n'est-il pas entouré des gens comme les Alingué, Acheikh et autres responsables, assassins et tortionnaires de l'UNIR? Alors pourquoi les syndicalistes ne garderaient-ils pas leur organisation, si tel est leur désir?

En réalité, ce qui dérange le pouvoir de Ndjaména, ce n'est pas le sigle de l'UNST, c'est, au moins pour l'instant, la volonté des dirigeants de l'UNST de ne pas se laisser contrôler par lui.

En effet, dès l'arrivée de Déby au pouvoir le 1er décembre 1990, les travailleurs de l'ASECNA se sont mis en grève, exigeant que leur soient remboursées les différents taxes et impôts qu'ils avaient payé sous forme de contribution à l'effort de guerre depuis 1982, c'est-à-dire depuis la période où Déby était le chef d'Etat du dictateur Habré. Quelques mois plus tard, en mai précisément, au terme d'un congrès tenu contre la volonté du pouvoir, l'UNST a réclamé la légalisation des

partis politiques et des associations et la tenue d'une conférence nationale dans un bref délai. La centrale syndicale menaçait également d'appeler les travailleurs à se mettre en grève si ses revendications n'étaient pas satisfaites.

Cette prise de position recoupait avec les aspirations de bien de gens, notamment celle de la petite bourgeoisie qui attendait avec impatience l'instauration du multipartisme. En effet, malgré les déclarations répétées de Déby et la promulgation d'une charte nationale pour l'installation du multipartisme politique, rien de concret n'a été fait dans ce sens. Le pouvoir cherchait plutôt à aller à son rythme et imposer un multipartisme à son goût, sans passer par la tenue d'une conférence nationale réclamée par l'opposition et dont il a totalement écarté l'idée.

Des partis politiques mais aussi plusieurs associations, telles que la Ligue Tchadienne des droits de l'Homme, l'Union des Journalistes Tchadiens, etc... ont été créés mais n'ont pas été légalisés par le pouvoir. C'est pourquoi celui-ci a réagi brutalement contre les résolutions du congrès de l'UNST en faisant publier le lendemain même, le 29 mai, par le ministre du travail, un communiqué dissolvant le syndicat.

Face à cette attitude méprisante et insolente de la dictature de Déby, l'UNST a déclenché un mouvement de grève le 3 juin. Mais cette initiative n'a pas connu le succès escompté. La grève a été partiellement suivie. A Ndjaména, la capitale, quelques

sociétés ont été dans le coup. La SONASUT (Société Nationale du Sucre du Tchad), la BGT (Boisson Gazeuse du Tchad), la SHELL-TCHAD ont débrayé à 100%, l'ONPT (l'Office National des Postes et Télécommunication), l'ASECNA (l'Agence pour la Sécurité et la Navigation Aérienne), à 50%. Il en a été de même de l'hôpital central et des établissements scolaires. A la STEE (Société Tchadienne D'Énergie Électrique), le mouvement n'a pas été du tout suivi. A l'origine de cela, il y a eu sans doute le fait que, dès le matin, les militaires ont quadrillé et investi la société pour impressionner les travailleurs afin de les dissuader, de les mettre en garde contre toute volonté d'interruption du travail. Mises à part quelques absences observées ici et là, c'est, en général, dans l'administration que le mouvement de grève n'a pas du tout été suivie.

Plusieurs raisons peuvent expliquer l'échec de cette grève générale, la première, dans l'histoire, appelée par un syndicat au Tchad. Certains pensent que cette grève est venue d'une façon prématurée, qu'elle n'a pas été bien préparée. D'autres estiment que son échec est dû au fait que l'UNST n'est pas suffisamment implantée au sein des travailleurs qui, par ailleurs, sont méfiants à cause du fait que, dans le passé, les directions syndicales s'occupaient plus de faire la propagande des différentes dictatures que des intérêts des travailleurs. Mais, il y a surtout que le fait les grèves, les luttes politiques et syndicales ne sont pas une tradition dans ce pays. Ceci est le résultat des dictatures successives qui, de la période coloniale à nos jours, se sont imposées aux populations de ce

pays, interdisant toute forme d'expression et de contestation. A la veille même de la grève du 3 juin, le pouvoir du dictateur Déby a publié un communiqué dans lequel il s'en est pris à l'UNST et il a proféré des menaces contre les travailleurs qui suivraient le mot d'ordre de grève, disant que leurs salaires seraient amputés etc...Le jour même de la grève, pour faire diversion, mais surtout pour diviser les travailleurs, le pouvoir a décidé de reconnaître la Confédération Libre des Travailleurs du Tchad, une organisation syndicale qui, semble-t-il, lui est favorable. Sans doute, tout cela a porté et explique le semi-échec de la grève.

Mais, dans ce contexte, il s'agit surtout d'un échec très relatif. Vu sous l'angle des intérêts de l'avenir, on peut même dire que, quel qu'en ait été le résultat, la grève du 3 juin est un pas important qui vient d'être fait, même s'il est vrai que ce n'est qu'un tout petit pas. Car, l'avenir, c'est la lutte des classes, c'est que les travailleurs prennent un jour le pouvoir dans ce pays et instaurent un pouvoir démocratique contrôlé par l'ensemble des opprimés et prenant en compte les problèmes de la population.

Mais pour cela, les travailleurs tchadiens, quelles que soit leur ethnie, leur religion, leur région, ont intérêt à ne pas faire confiance aux différents hommes politiques bourgeois qui se font concurrence pour être des futures dictateurs. Ils doivent comprendre qu'ils ont les mêmes intérêts et qu'ils constituent une classe à part, différente de celle des riches.

Il est nécessaire qu'ils s'unissent pour défendre leurs intérêts contre ces derniers. Aux attaques de Déby, il est important que les travailleurs opposent une réponse collective pour défendre leurs intérêts de classe.

Il est surtout vital que les travailleurs s'organisent politiquement, se dotent d'une organisation politique indépendante qui puisse être une perspective pour l'ensemble des opprimés, afin de les unir, les organiser, les aider à combattre dans leurs rangs toute division, toute hostilité les opposant les uns aux autres, sous prétexte qu'ils ne parlent pas la même langue, qu'ils n'ont pas la même ethnie, la même religion ou que ceux-ci sont du Nord, ceux-là, du Sud etc..., comme l'ont fait et le font les Habré, Déby, Goukouni, Kamougué, et autres Acheikh qui, multipartisme ou pas, chercheront toujours à opposer les pauvres les uns aux autres pour arriver au pouvoir.

A N'Djaména, à Moundou, à Sarh, dans les bidonvilles et les quartiers populaires, se trouvent concentrés des centaines de milliers de gens venus de tous les horizons culturels et

régionaux du Tchad. Ils subissent la même dictature et la même misère. Ils constituent une force colossale capable non seulement de tout balayer, mais surtout de construire un monde nouveau en s'unissant aux autres exploités d'Afrique et d'ailleurs. Cette tâche, eux seuls, les travailleurs, peuvent la réaliser. Seule la classe ouvrière, en unissant toutes ses forces, en prenant la tête de l'ensemble des opprimés peut construire une société réellement démocratique, fondée sur la satisfaction des besoins collectifs des gens. Car, par-delà ses diversités ethniques ou religieuses, elle est une seule et même classe qui subit la même exploitation et la même misère. C'est elle seule qui puisse proposer une autre politique que celle, criminelle, offerte par les démagogues chefs des tendances. Espérons que dans la situation actuelle où l'on voit s'instaurer un petit climat de politisation, avec des journaux qui apparaissent, des réunions qui se tiennent, il y aura des hommes et des femmes qui émergeront pour aider les travailleurs tchadiens à s'organiser de façon indépendante. L'avenir des exploités en dépend.

## LA VERITABLE UNITE AFRICAINE NE SERA QUE L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS

Les dictateurs africains réunis au sommet de l'OUA ont unanimement signé un accord pour la création d'une "communauté économique africaine" qui devrait voir le jour en l'an ... 2025. Nos dictateurs, et faisant écho à leur voix, la grande presse africaine, ont présenté le projet comme la pose d'un premier jalon

d'une grande unité économique africaine qui permettrait à ce continent de faire face au "déficit du développement" et de se défendre contre la CEE et les grandes puissances qui dominent le marché économique mondial.

Chacun des dictateurs présents au sommet y est allé de son

couplet panafricaniste. Certains dénonçant le tracé des frontières par le colonialisme comme la création des "parcs à boeufs" pour les peuples africains; d'autres chantant le mérite de l'unité entre les pays africains, de la nécessité de créer des liens économiques plus étroits entre eux, voire d'aller vers "l'intégration économique". Mais, ils sont tous d'accord pour ne rien modifier aux frontières considérées comme sacrées et intangibles.

Le projet de création de cette future communauté économique ne coûte bien entendu rien à nos dictateurs. Qui donc parmi eux, même parmi les plus fraîchement arrivés au pouvoir, espère y être encore dans 35 ans pour se soucier de ses promesses d'aujourd'hui? Les regroupements économiques régionaux, il en existe même de nos jours, mais de nom seulement. Leurs sigles sont grands, mais le contenu est vide. C'est le cas de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) qui regroupe 16 pays membres, de la CEEAC (Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale) comprenant 10 pays ou de la ZEP (Zone d'échanges préférentiels) qui s'étend sur 17 pays de l'Afrique de l'Est et australe.

D'autres regroupements tels l'OCAM (Organisation Commune Africaine et Malgache), créés au lendemain des indépendances, n'ont d'existence que sur le papier. En réalité, même les monnaies de ces pays membres de l'OCAM ne sont pas convertibles entre elles sans passer par le franc français. Les échanges entre ces pays sont quasi nuls. Il est plus facile à nos pays d'échanger avec Paris, Londres ou Tokyo qui se trouvent à des milliers de kilomètres de distance plutôt qu'avec leurs

voisins immédiats. des fois, il y a plus d'échanges, plus de liens avec les métropoles impérialistes qu'avec les régions d'un même pays, à quelques centaines de kilomètres à peine de la capitale, tellement les relations entre l'impérialisme et les pays qu'il domine sont forts et supérieurs à tout autre lien économique régional.

"L'intégration économique" va sans cesse dans le sens de l'intégration des pays pauvres dans le marché économique mondial dominé par quelques trusts des métropoles impérialistes.

Nos dictateurs ont aussi parlé de la nécessité de créer des routes intercontinentales afin de faciliter la communication et les échanges entre les pays africains. Mais, comment, eux qui ne sont même pas capables de créer des routes et des ponts dans leur propre pays pourraient-ils réaliser des travaux aussi importants? Même les chemins de fer qu'ils ont hérités de l'époque coloniale, ils sont incapables d'en assurer le simple entretien. Le représentant de Diouf au sommet del'OUA s'est fait passer pour le champion en matière d'"intégration économique" (il se vante d'avoir créé le premier un ministère de l'intégration). Mais il n'a même pas été capable de réaliser cette "intégration" avec la Gambie voisine! Après des années et des années de tractations et de crocs en jambe de tout genre, les dirigeants de ces deux pays liés pourtant par l'histoire et la géographie, habités par les mêmes peuples partageant les mêmes langues et traditions, malgré la création de la Sénégalie (qui n'a pas fait long feu) n'ont pas été capables de réaliser un simple

pont pour traverser un petit bras de fleuve. Jusqu'aujourd'hui, les nombreux voyageurs qui vont et viennent de la Casamance sont obligés de soit de faire un long détour par par Tambacounda, soit de s'armer de patience pour emprunter le bac de la Gambie. Les douaniers et les policiers gambiens et sénégalais y trouvent, eux, des avantages certains, car ce bac est une aubaine pour eux pour rançonner les voyageurs. L'existence de ce bac et de la frontière qui passe presque au même endroit constitue aussi une juteuse affaire pour toute une faube de trafiquants et de margouilins souvent liés aux gens du pouvoir. Voilà pourquoi, le pont tant souhaité par les populations n'a jusqu'à présent pas vu le jour.

Nos dictateurs, soucieux qu'ils sont de se remplir les poches d'abord, tiennent trop à la "souveraineté" de leurs frontières et de leur Etat pour en sacrifier ne serait-ce qu'une infime partie. C'est ainsi aussi que l'année dernière, face à l'invasion des sauterelles qui dévastaient les cultures dans les pays sahéliens jusqu'au sud du Maghreb, il n'a pas été possible de lutter efficacement contre ces bestioles qui se moquaient des frontières, tout simplement parce que les Etats concernés ne voulaient même pas que les avions anti-acridiens survolent leurs territoires sans avoir effectué toute une démarche administrative compliquée. Les pays occidentaux riches avaient fait des dons d'insecticides, prêté du matériel et des techniciens, mais devant l'imbécilité de nos chefs d'Etat, l'action anti-acridienne a été rendue inefficace, faute d'avoir été menée collectivement.

L'exemple le plus récent en matière de coopération régionale dans l'Afrique de l'Ouest est

celui de l'OMVS (Organisation de la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal) qui regroupe le Sénégal, la Mauritanie et le Mali. deux barrages ont été construits, l'un en amont au Mali et l'autre en aval, au Sénégal. Il a fallu des années et des années pour trouver des fonds. Depuis qu'un conflit a éclaté entre le Sénégal et la Mauritanie, tout a failli tomber par terre. Les barrages sont construits, mais si jusqu'à présent l'électricité hydraulique qui devrait en résulter n'est pas encore exploitée, c'est parce que les autorités sénégalaises et mauritaniennes ne sont pas encore arrivées à se mettre d'accord sur le tracé de la ligne de haute tension. Les uns voudraient que les pylônes électriques soient plantés sur leur sol, les autres, sur le leur. En attendant, les fonds engloutis ne servent presque à rien, sauf à offrir les meilleures terres devenues irrigables aux grandes sociétés capitalistes de l'agro-industrie et à un certain nombre de notables locaux. Les petits paysans, eux, n'ont presque rien eu. Un certain nombre d'entre eux, faute de moyens techniques et financiers pour mettre en valeur leurs terres, ont été dépossédés par les riches qui les ont transformés en ouvriers agricoles ou en métayers. Ainsi, même quand les dirigeants africains, avec l'aide financière des grandes banques, arrivent à réaliser quelques projets en commun, les bénéficiaires ne sont jamais les couches pauvres de la population. Les premiers à y gagner sont ces banques et les firmes des travaux publics, eux aussi dans les mains des grands capitalistes. Au passage, ils laissent quelques miettes pour la bourgeoisie locale.

Un certain nombre de petits bourgeois africains rêvent peut-être de constituer de grands ensembles. C'est une idée qui semble revenir à la mode, plus particulièrement dans l'intelligentsia. Après avoir déversé des discours et des illusions des années durant sur la constitution des nations qu'il fallait bâtir au lendemain des indépendances pour accéder au "développement" capitaliste, les voilà maintenant en train de se bercer d'illusions sur la "communauté économique africaine" qui mettrait en valeur le grand marché africain, qui soustrairait ce continent du pillage impérialiste, qui le mettrait à l'abri des aléas des marchés mondiaux de matières premières et qui, enfin, créerait un "développement endogène".

Mais, s'il est vrai que la constitution de vastes ensembles serait un progrès, même du point de vue capitaliste, par rapport au morcellement et à l'existence de micro-Etats, il n'est pas juste de croire que cela serait synonyme de développement ou même d'un peu plus de liberté pour les populations. L'exemple de la Chine, de l'Inde ou du Brésil le montre bien. Dans ces pays vastes comme des continents, la misère est aussi criante que dans n'importe quel petit pays sous-développé. Il y a dans ces pays des dizaines de millions de personnes qui souffrent de la faim et qui vivent dans la pauvreté la plus criante. Et même en Inde par exemple, la tendance depuis l'indépendance est plutôt vers le morcellement. Le Pakistan et, plus tard, le Bangladesh s'en sont détachés. Aussi ce sont les Tamuls ou les Sikhs qui demandent leur indépendance pendant que les Hindous et les Musulmans s'entredéchirent.

La bourgeoisie africaine est

incapable de réaliser l'unité de l'Afrique, car elle est veule, complètement liée pieds et poings à l'impérialisme. La situation de morcellement l'arrange fort bien et surtout ses maîtres des métropoles impérialistes. Alors, il serait illusoire de penser que l'Afrique puisse réaliser son unification sous la bannière de la bourgeoisie, fût-elle dirigée par des nationalistes radicaux.

Nous, les révolutionnaires socialistes, sommes absolument partisans de l'unité africaine. Nous sommes pour les Etats unis socialistes d'Afrique et nous pensons que seule la révolution socialiste permettra de réaliser cette unité. L'histoire du capitalisme a fait que l'Afrique n'a pas connu la constitution des nations comme dans les pays européens. Loin d'être un handicap pour les exploités, cela peut être une chance pour réaliser plus facilement l'unification de l'Afrique. Ce Continent n'aura pas ainsi à parcourir le même chemin qu'a parcouru et qu'aura à parcourir l'Europe pour constituer ses Etats unis socialistes. Mais c'est le prolétariat seul qui sera capable de réaliser cette tâche, car lui n'a rien à gagner dans le maintien des frontières.

Les bidonvilles où s'entassent des travailleurs, des paysans déracinés, où se mélangent les ethnies et se côtoient des peuples des différents pays pourraient être le terreau pour propager les idées révolutionnaires internationalistes. Aujourd'hui nos dirigeants qui font des blablas sur l'unité africaine, se servent de cette situation pour attiser des tensions, pour multiplier les affrontements afin de détourner la colère des

masses pauvres. Mais, de là pourrait aussi naître des forces capables de les balayer eux et

leur système qui repose sur la division et sur l'oppression.

## LA SANTE EN COTE D'IVOIRE: LE DRAME DES PAUVRES

Depuis un certain temps, la "presse d'état" ne cesse de faire un tapage autour d'un certain projet d'approvisionnement des hopitaux en médicaments. Ceux d'Abidjan seraient même déjà servis.

Force est de constater que la réalité est tout autre. Encore aujourd'hui, un malade qui met les pieds dans un CHU, la première thérapeutique est une ordonnance "kilométrique". Et tant que le malade n'achète pas ces médicaments, il n'a droit à aucun soin. En plus pour se faire consulter par un medecin, il faut obligatoirement payer un droit de consultation qui varie de 1500f à 2500f. C'est à dire une somme équivalente à plus d'une journée de travail.

S'il s'agit d'une intervention chirurgicale, c'est carément la catastrophe. Pour se faire, il existe deux procédures possibles.

La première, la voie "normale", après mille va et vient pour passer les différentes analyses de sang, de selles et autres, il faut patienter deux bons mois parce que la liste d'attente est longue, avec toutes les dépenses que cela suppose.

La seconde, la voie "anormale", il faut payer d'un seul coup une somme de 40.000f à

50.000f. Cet argent va directement dans la poche du chirurgien. Dans ce cas il est sence procurer tout le nécessaire pour l'opération, ainsi que les médicaments éventuels. Tout ceci provenant d'autres malades à qui il a demandé d'acheter plus que qu'il n'en fallait. Dans ce second cas, l'opération a lieu aussitôt la somme d'argent payée. Mais cela se passe en cachette, sans aucune sorte d'analyse préliminaire.

Dans un cas comme dans l'autre, il y a de grands risques de laisser sa peau. En plus, compte tenu du cout élevé des soins, les petites gens sont obligés de se soigner à l'indigénat avec tous les risques que cela entraînent.

Dans le domaine médicale comme dans bien d'autres, les hommes savent aujourd'hui créer des merveilles. Mais ces richesses sont détenues par quelques privilégiés qui les utilisent pour s'enrichir.

Les médicaments, bien sûr qu'il y en a: les pharmacies en regorgent. S'il n'y en avait pas assez, les hommes ont aujourd'hui la capacité d'en fabriquer autant qu'il serait nécessaire. Mais les capitaliste qui possèdent les industries pharmaceutiques, comme tout

capitalistes ne fabriquent que s'il y a des acheteurs. Dans ces conditions il n'est pas étonnant de voir des milliers de travailleurs n'arrivant pas à se soigner.

C'est ça le système capitaliste. Ce ne sont pas les besoins des hommes qui comptent. C'est le profit.

Pour ce qui concerne les politiciens, de quelques bords qu'ils se trouvent, les travailleurs n'ont rien à attendre d'eux. Mis à part des propagandes du même genre qu'on en entend aujourd'hui, la santé des travailleurs, c'est le moindre de leurs soucis.

## SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN COTE D'IVOIRE

La situation de la classe ouvrière devient de plus en plus dure. La bourgeoisie profite de la "crise" pour exploiter toujours plus les travailleurs.

En effet, les conditions de travail dans les usines sont de plus en plus insupportables. Les patrons mettent beaucoup de travailleurs, soit en "chômage technique" durant plusieurs mois, soit à la porte purement et simplement. Ils choisissent en générale les travailleurs déjà embauchés qui bénéficient de certains avantages acquis grâce à leur ancienneté, ou les "fortes têtes", c'est à dire, ceux qui ont le courage de revendiquer leur droit.

Une des conséquences de tous ces licenciements, c'est le travail accru pour ceux qui restent, chacun devant assurer plusieurs postes à la fois. Les 8 heures de travail par jour, c'est du passé. Aujourd'hui, c'est dix, douze heures qu'il faut passer à l'usine. En plus, ces heures supplémentaires sont rarement rémunérées.

L'autre conséquence de ces licenciements, c'est qu'il n'y a pas d'autres embauches en contre

parti. Ceux qui restent sont généralement "journalier" ou "sous contrat" allant de trois mois à neuf mois, voire dix huit mois pour certains. Ces contrats sont quelques fois renouvelés, mais les embauches sont rares.

Le mois de conger auquel ont droit les travailleurs devient aussi de la fiction car la plupart sont obligés de continuer à travailler pour faire face aux dépenses de la rentrée scolaire qui approche.

Toutes ces pratiques des patrons que subissent les travailleurs, sont "interdites" par la "lois" disent les bonnes âmes des "démocrates".

Mais qu'est ce qui empêche les patrons de faire ce qu'ils font? La lois? la constitution? Bien sûr qu'elles interdisent beaucoup de choses. Et alors? Evidemment que beaucoup de choses peuvent être écrites dans la constitution. Mais l'évidence même est que cela ne gêne en rien les riches. La lois n'appartient-il pas à ceux qui ont de l'argent? Combien de travailleurs arrivent-ils à gagner leurs procès? Les riches ne payent-ils pas des experts en

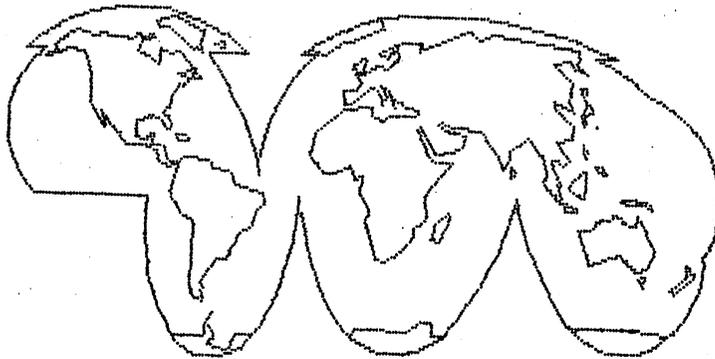
"lois" pour défendre leurs intérêts quand ceux-ci sont appelés devant la "justice"?

La lois, quel que soit les pays, n'a jamais empêchés les riches de s'enrichir. Elle est faite par les riches et par leurs serviteurs. D'ailleurs, quand bien même il y des lois qui protègent les travailleurs, faut-il encore une force pour les obliger à s'y soumettre. Et cette

force n'est rien d'autre que la lutte des travailleurs.

Nul part dans le monde, il n'y a jamais eut de sauveur pour les travailleurs. Seul leur capacité collective de défendre leurs intérêts en tant que travailleurs a pu améliorer leurs sorts. Et cette défense passe par la lutte. Celle des pauvres contre les riches.

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**



**UNISSONS-NOUS !**

## Considérant

- que l'économie et la société de la Côte d'Ivoire sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire, aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient de ce qu'il accaparent pour eux-mêmes une grande partie du fruit du labour des ouvriers, des artisans, des paysans pauvres et des petits revendeurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et entendent eux-mêmes œuvrer dans ce sens. Le parti qui représentera les intérêts de la classe ouvrière devra se fixer pour tâches:

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation et de la domination des riches et de leur État
- préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi
- prévenir les travailleurs contre toutes les illusions envers ces partis d'opposition qui ne cherchent qu'à remplacer l'équipe corrompue au pouvoir, mais qui n'entendent pas toucher à l'organisation économique et sociale qui en conséquence ne pourront que réinstaller la corruption.